

LE DEVOIR

Homosexualité, une histoire vieille comme le monde

Caroline Montpetit

4 août 2018

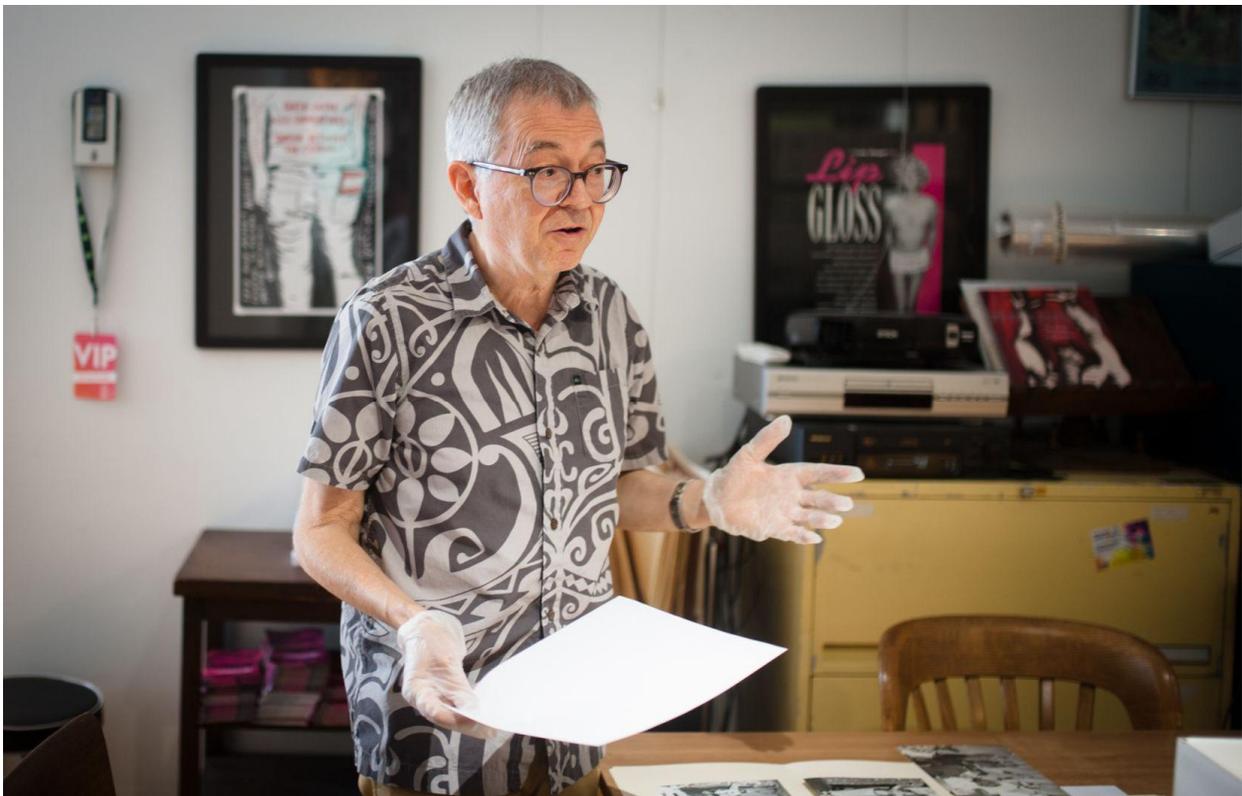


Photo: Catherine Legault Le Devoir Le président et cofondateur des Archives gaies du Québec, Jacques Prince, raconte en images la mission et l'histoire de l'organisme.

Dans la tradition amérindienne, les « berdaches » sont des individus dont le genre, féminin ou masculin, n'est pas « conforme » au reste de la société. Dans le cas des Amérindiens, on parle aussi de bispiritualité. C'est dire que l'homosexualité, entre autres, a une longue histoire en Amérique.

Pourtant, dès l'arrivée des colons français en Amérique, l'homosexualité est réprimée et punie par la loi.

Et la première condamnation recensée, dont on retrace l'histoire dans les Archives gaies du Québec, se déroule en 1648, six ans après la fondation de Montréal. Un jeune soldat est alors accusé du « pire des crimes ». Alors qu'il aurait dû être expédié aux galères, les Jésuites interviennent en sa faveur. Sa sentence est commuée à condition qu'il devienne le premier bourreau de la Nouvelle-France.



Photo: Catherine Legault Le Devoir Les Archives gaies du Québec sont aujourd'hui logées dans un local de la rue Amherst, dans le Village gai.

« Bien qu'il n'y ait pas d'identification plus précise du crime du petit tambour, nous présumons qu'il s'agit de sodomie ou d'un autre acte "contre nature". Depuis saint Thomas d'Aquin, l'Église considère la sodomie comme le pire péché, car le plus contraire à la nature et donc à la raison », lit-on encore sur le site des Archives gaies du Québec.

Quelque 370 ans plus tard, Montréal est l'une des villes où la différence sexuelle est la mieux acceptée. Et les Archives gaies du Québec célèbrent cette année leur 35^e anniversaire. L'un de leurs cofondateurs, Jacques Prince, en raconte l'histoire.

« En 1983, on regardait ce qui se passait à Montréal dans la communauté LGBT, les activités des groupes communautaires. C'était encore assez tabou

de parler d'homosexualité et de lesbianisme. Les institutions faisaient l'acquisition d'archives, mais ces archives-là relevaient d'une communauté qui n'était pas encore très acceptée », se souvient M. Prince, archiviste de formation et l'un des fondateurs des Archives gaies du Québec, avec l'anthropologue Ross Higgins. « Il y avait des groupes communautaires et on se disait qu'il fallait garder la trace de tout cela. »

Aujourd'hui, logées dans un local de la rue Amherst, dans le Village gai, les Archives gaies du Québec regroupent 1000 titres de périodiques, 2000 livres, 1000 brochures et tirés à part, 2000 affiches, 50 000 photos, 1200 documents audiovisuels et 1200 dossiers sur des groupes, des individus ou des thèmes, dont 350 concernent le sida.

Collecter, classer, éclairer

À l'occasion du 35^e anniversaire des Archives, les organisateurs invitent la population à une journée de discussion sur différents thèmes. Le 15 août, au cinéma du Parc, il y aura notamment une conférence du sociologue Gabriel Girard sur le sida. On prévoit aussi la projection d'un film sur l'un des bénévoles aux Archives, qui a aussi été le secrétaire de Marlène Dietrich, John Banks.

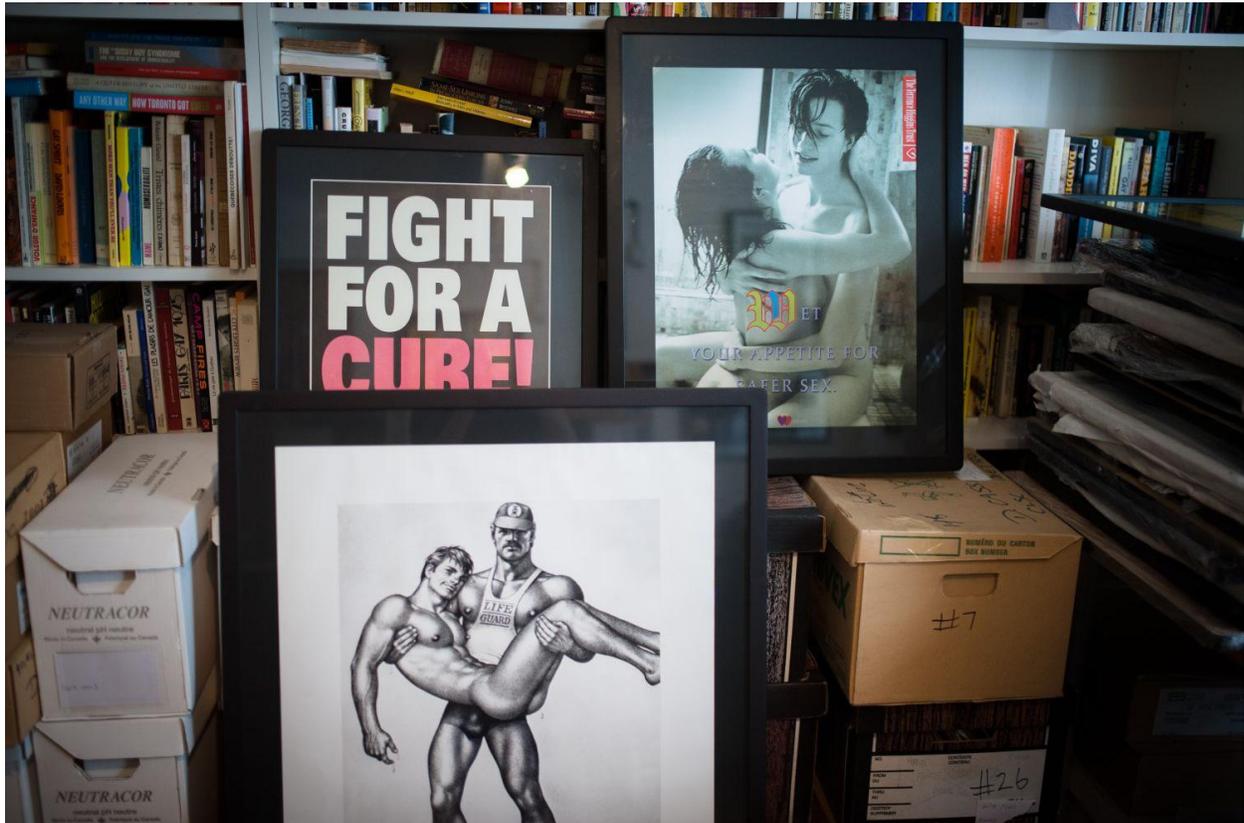


Photo: Catherine Legault Le Devoir L'exposition d'affiches portant sur la lutte contre le sida prendra place à partir du 1er août dans le hall du cinéma du Parc, à Montréal.

Pierre Pilote, coordonnateur des archives, relève que 300 nouveaux cas de VIH par année continuent d'être déclarés au Québec. On signale également une résurgence de la syphilis, que l'on croyait pourtant éradiquée du Québec depuis 1945.

L'exposition d'affiches portant sur la lutte contre le sida, qui prendra place à partir du 1er août dans le hall du cinéma du Parc, à Montréal, garde donc toujours tout son sens aujourd'hui.

Mais revenons donc en 1983, lorsque la Ville de Toronto vient d'ouvrir le premier centre d'archives gaies du Canada. Jacques Prince et Ross Higgins ne souhaitent pas alors voir les précieuses archives de l'histoire de la communauté gaie du Québec, notamment celles de la librairie L'Androgyne, prendre le chemin de la Ville reine.

D'un commun accord, ils se mettent à l'œuvre pour collecter et archiver la mémoire d'organismes comme l'Association pour les droits des gais du Québec, qui deviendra l'Association pour les droits des gais et des lesbiennes du Québec, les fonds de la librairie L'Androgyne ou le journal de bord du Front de libération homosexuel.

D'année en année, les archives sont accumulées, patiemment classées. Le groupe procède à des demandes de subvention et à des appels de financement. Ces archives racontent « la prise en charge par les communautés de leur histoire ». Là où les archives sont maintenant, rue Amherst, une salle de lecture permet au public de les consulter.

« On a des gens qui viennent de partout pour les consulter », dit Jacques Prince. Les chercheurs s'intéressent par exemple au processus par lequel la loi permettant le mariage gai a été adoptée sans heurt ici, alors qu'elle a déclenché une tempête en France, de l'autre côté de l'océan.

On y trouve aussi des archives privées, comme celles données par la succession de Guilda, alias Jean Guida de Mortellaro. C'est dès les années 1950 que cet artiste travesti se produit sur les scènes du Québec, malgré l'opprobre du clergé.



Photo: Catherine Legault Le Devoir Les Archives gaies documentent aussi l'histoire du lesbianisme au Québec, même si celui-ci a été plus discret au fil des époques.

« Dans les coupures de presse, on a des choses qui remontent aux années 1880. Il y avait des entrefilets dans les journaux au sujet de gens qui avaient des activités nocturnes au Champ-de-Mars, par exemple. Il y a aussi des gens

qui ont fait des recherches dans des archives judiciaires. On est dans le milieu des mœurs. »

Un silence et des libertés

Jusqu'à la décriminalisation de l'homosexualité par le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau en 1969, les homosexuels du Québec vivaient dans « le règne du silence ». « Souvent, les gens n'avaient même pas la possibilité de le verbaliser. C'était le silence, parce que c'était une époque où les gens se conformaient aux normes sociales », poursuit Jacques Prince.

Les traces des homosexuels de cette époque sont donc rares. Et on ne sait pas, par exemple, si le poète Émile Nelligan était, ou non, homosexuel.

« En Europe, il y avait des communautés gaies qui s'exprimaient. Il y avait une littérature. Ici, c'était plus difficile. Cela n'empêchait pas les gens de se réunir et de savoir qu'ils avaient une identité gaie. »

Malgré tout cela, Montréal a aussi été, à une certaine époque, la ville de toutes les libertés. « Cela permettait l'émergence d'un milieu du théâtre. Les gens du milieu du spectacle se travestissent. Les travestis ont parfois des ambiguïtés. Donc, ces gens-là se permettaient des choses. Ça n'est pas en 1969 que tout le monde s'est réveillé. Il y avait des semences, et les gens vivaient des choses. Mais c'est plus difficile d'aller chercher ces histoires-là », poursuit M. Prince.



Photo: Catherine Legault Le Devoir Jusqu'à la décriminalisation de l'homosexualité par le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau en 1969, les homosexuels du Québec vivaient dans «le règne du silence», explique Jacques Prince.

Précurseur, l'écrivain Michel Tremblay a raconté cette vie nocturne qui se déroulait dans les années 1940 et 1950, notamment dans le film *Il était une fois dans l'Est*. « Il en a parlé. Il a fait entre autres *Il était une fois dans l'Est*. Il a documenté tout le milieu. » Les archives de Tremblay se trouvent, quant à elles, à Bibliothèque et archives nationales du Canada, à Ottawa.

Les Archives gaies documentent aussi l'histoire du lesbianisme au Québec, même si celui-ci a été plus discret au fil des époques. Alors que la vie nocturne homosexuelle mâle se déroulait beaucoup dans l'ouest de la ville, à un certain moment, les lesbiennes fréquentaient le Babyface, rue Saint-Denis.

Puis, le prix élevé des loyers pousse les commerces desservant la communauté homosexuelle à déménager vers l'est, dans l'actuel Village gai.

Aujourd'hui, en cette ère de communications par les nouvelles technologies, certains contestent l'existence de ce quartier. « À l'époque, les gens avaient besoin d'endroits où se rencontrer, de réseaux. Aujourd'hui, beaucoup de gens communiquent sur Internet », dit Jacques Prince.
